



Les 3 questions de l'hebd039

Analyse de l'un des leaders du mouvement "Majorité Citoyenne". Lequel revient sur le choix des Grecs ayant majoritairement décidé dimanche dernier, de ne plus subir l'austérité... Bientôt les Jurassiens aussi ?

Gabriel Amard, après la Victoire historique de Syriza en Grèce, qui, semble-t-il, annonce la fin du règne de l'austérité en Europe, pensez-vous qu'un effet domino se poursuivant probablement par l'Espagne en mai prochain, puis le Portugal, l'Italie et... la France est à prévoir dans les années qui viennent sur tout le continent ?

"Il n'y a rien d'automatique vous savez. Tout dépendra des choix de la Commission européenne. Va-t-elle mettre fin à l'austérité budgétaire, à la baisse des salaires et des pensions ? Les citoyens grecs par leur vote majoritaire proposent d'autres solutions que l'appauvrissement des peuples pour avancer. Si l'oligarchie en Europe avec madame Merkel à sa tête continue de favoriser la rente de quelques-uns, il faut espérer cet effet domino parce que la politique d'austérité ne marche pas.

Depuis 5 ans la Grèce est soumise à une thérapie de choc de la part de la Troïka : La Grèce a dû engager des mesures extrêmement violentes : suppression de 150 000 emplois de

fonctionnaires, baisse du salaire minimum à 580 €, recul de l'âge de la retraite à 67 ans, privatisation des ports, aéroports, de la Poste et de nombreuses entreprises publiques.

Malgré tout ça, les déficits publics augmentent, le chômage galope, un tiers des PME ont fermé et l'économie ne repart pas. Sans parler de la crise humanitaire que ces 9 plans d'austérité ont provoqué".

Selon vous, de quelle manière les Etats peuvent renégocier leurs dettes et libérer enfin de l'argent frais afin que leur économie ne tourne plus au ralenti ?

"Tout d'abord il faut arrêter de mentir aux gens, les politiques menées jusqu'à présent par Bruxelles, Madame et Messieurs Merkel, Sarkozy et Hollande ne relèvent pas de la "bonne gestion".

Une bonne gestion commence par mettre fin aux privilèges des banques privées qui empruntent à moins de 1% à la Banque Centrale Européenne et qui vont ensuite prêter aux États à 4, 9 ou 18% comme en Grèce. Pour redonner de l'oxygène à la population, aux entreprises et aux Etats, il faut commencer par faire un moratoire et refinancer les dettes publiques directement par la BCE à 1% et mettre fin aux taux exorbitants qui viennent charger les comptes publics et nos impôts. Syriza en Grèce ne demande rien d'autre que de pouvoir financer ce qui est dû en étant débarrassé des profits qui sont réalisés sur sa dette depuis des années. C'est ce que nous appelons la dette illégitime.

Quand on pense qu'en 1953 nous avons été capables d'annuler toute la dette de l'Allemagne ou plus récemment la dette de l'Irak... Et maintenant nous ne pourrions pas remettre à plat les choses en Grèce et en Europe pour que le capital de la dette soit payé progressivement à sa valeur et que nul ne puisse faire à l'avenir de profits sur la misère du peuple ?

C'est ainsi que nous redonnerons les marges de manœuvre aux pays pour à la fois investir, payer leurs emprunts sur plusieurs générations de contribuables, développer des secteurs prioritaires : au plan écologique et énergétique, au plan des services de santé et d'aides à la personne, au plan de la culture et de l'éducation et créer des emplois utiles".

Dans le Jura, la Majorité Citoyenne, dont vous êtes l'un des initiateurs, a réussi à fédérer toutes les forces de la gauche alternative (Parti de Gauche, Europe Écologie-Les Verts, Nouvelle Donne, PCF, NPA et les Objecteurs de Croissance). Comptez-vous, si vous l'emportez en mars prochain, appliquer la même démarche que Syriza à l'Hôtel du département ?

"Si ces forces se retrouvent ce n'est pas pour de petits accords de boutiques mais parce qu'elles ont, depuis l'automne, décidé de travailler à une dynamique ouverte qui remette le citoyen au cœur des décisions et des priorités politiques. Alors en effet, avec une Majorité Citoyenne à la tête du département, les Jurassiens sont certains de mettre la culture budgétaire des agences de notation à distance des finances du département, de refuser des privatisations de services publics départementaux, de débarrasser le département des multinationales et des aménageurs qui pompent l'argent public pour des projets qui ne répondent pas à des besoins indispensables à la vie et qui mettent à mal la biosphère...

Les citoyens qui participent à la démarche ont inscrit dans la Charte pour le Jura qui sera

signée par nos candidats l'engagement de ne pas signer d'emprunts toxiques et de ne pas travailler avec des banques qui ont des succursales dans les paradis fiscaux.

Nous préférons les Indices de Développement Humain plutôt que les indicateurs financiers pour guider les choix publics. Les contribuables doivent pouvoir supporter le budget du département et dans le même temps mesurer à quel point les choix sont guidés par l'intérêt général humain et jamais par des intérêts particuliers.

Enfin nous défendons pour ne jamais nous écarter de l'intérêt général la co-gestion des services publics et des projets publics, en confiance avec les usagers et les agents du département.

Majorité Citoyenne comme Syriza le fait en Grèce, propose aux citoyen(ne)s d'agir pour ne plus subir, et d'inventer ensemble des jours heureux". Site internet : www.majoritecitoyenne.org